

Conseil des droits de l'homme – 13^{ème} session – Examen Périodique Universel Erythrée
Déclaration orale de Reporters sans frontières/Reporters Without Borders International –
George Gordon-Lennox – 16.03.2010

Monsieur le Président,

Reporters sans frontières estime à une trentaine le nombre de journalistes qui croupissent sans jugements dans les prisons en Erythrée. De sources convergentes, nous avons appris qu'ils subissent des tortures et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Pourtant, lors de l'examen périodique universel du 30 novembre 2009, la délégation de l'Erythrée, suite à plusieurs questions concernant la liberté d'expression et le sort de journalistes en prison, a déclaré que personne n'était emprisonné en Érythrée simplement pour avoir exprimé son opinion. La liberté de la presse, en revanche, « était une autre question », a-t-elle déclaré, rajoutant que le Gouvernement, après avoir initialement accordé la liberté de la presse à des entreprises privées, avait dû prendre « des mesures correctives ». L'Érythrée convenait que la question n'était pas réglée et elle était prête à y consacrer toute l'attention requise.

Est-ce suite à ces « mesures correctives » que quatre journalistes sont morts dans le centre de détention de Eiraeiro ces dernières années ? Le 11 janvier 2010, Reporters sans frontières a adressé une lettre au rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Manfred Nowak, pour lui demander de tout mettre en œuvre pour obtenir une amélioration des conditions de détention des journalistes emprisonnés en Erythrée. Ce Conseil doit faire de même.

Des témoins des conditions dans le centre d'Eiraeiro et d'autres dans les îles Dahlak décrivent des cellules d'isolement souterraines comme des cuves, les prisonniers enchaînés aux murs. D'autres parlent de longues expositions forcées au soleil brûlant ou de détentions dans des containers métalliques.

Nous demandons que le Conseil condamne énergiquement cette situation, qui est d'autant plus révoltante que le gouvernement refuse de communiquer une quelconque information sur le sort de ces détenus. Vous conviendrez donc, Monsieur le Président, que l'Erythrée doit de toute urgence y prêter l'attention promise lors de son examen, avant qu'encore plus de journalistes et d'autres prisonniers de conscience, victimes de détention arbitraire et de tortures, ne meurent dans ses geôles sordides.

Merci Monsieur le Président